

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ
NUMÉRO RMU-2019 RELATIF À LA SÉCURITÉ
ET À LA QUALITÉ DE VIE**



SAINT-ALBAN
UNE HARMONIE À EXPLORER



**Adopté le 10 juin 2019
Entrée en vigueur le 25 juin 2019**

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ NUMÉRO RMU-2019
RELATIF À LA SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**

- *Avis de motion donné le :* _____ 13 mai 2019
- *Règlement adopté le :* _____ 10 juin 2019
- *Avis public de promulgation donné le :* _____ 25 juin 2019
- *Entrée en vigueur le :* _____ 25 juin 2019

Authentifié par :

Maire

Directeur général et secrétaire trésorier

RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE

Table des matières

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1.1	Titre du règlement	1-1
1.2	Objet du règlement.....	1-1
1.3	Annexes du règlement.....	1-1
1.4	Validité de la réglementation	1-1
1.5	Le règlement et les lois	1-2
1.6	Interprétation du règlement.....	1-2
1.7	Interprétation du texte et des mots	1-2
1.8	Définitions.....	1-2

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SYSTÈMES D'ALARME

2.1	Application	2-1
2.2	Signal.....	2-1
2.3	Interruption.....	2-1
2.4	Frais.....	2-1
2.5	Déclenchement injustifié d'un système d'alarme intrusion.....	2-1
2.6	Présomption.....	2-1

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ANIMAUX

3.1	Licence	3-1
3.1.1	Licence pour chien	3-1
3.1.2	Licence pour chat (non applicable).....	3-1
3.2	Durée.....	3-1
3.3	Coût.....	3-1
3.4	Renseignements.....	3-1
3.5	Endroit.....	3-1
3.6	Identification	3-2
3.7	Port.....	3-2
3.8	Registre	3-2
3.9	Perte ou destruction	3-2
3.10	Dispositions particulières relatives aux chiens	3-2
3.10.1	Nuisances	3-2
3.10.2	Laisse.....	3-3
3.10.3	Garde.....	3-3
3.10.4	Endroit public.....	3-3
3.10.5	Morsure.....	3-3

RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE

Table des matières

3.11	Dispositions particulières relatives aux chats.....	3-4
3.11.1	Nuisances	3-4
3.11.2	Garde.....	3-4
3.12	Dispositions particulières relatives aux autres types d’animaux.....	3-4
3.13	Nombre d’animaux permis	3-5
3.13.1	Nombre d’animaux domestiques permis.....	3-5
3.13.2	Nombre d’animaux de basse-cour permis (non applicable)	3-5
	Annexe 3.1 – Durée et coût de la licence	3-6
	Annexe 3.2 – Liste des parcs municipaux interdits aux chiens (non applicable).....	3-7
	Annexe 3.3 – Liste des races de chien interdites.....	3-8
	Annexe 3.4 – Liste des animaux sauvages et exotiques	3-9
	Annexe 3.5 – Liste des zones résidentielles interdites aux animaux de ferme et aux petits animaux de basse-cour.....	3-10
	Annexe 3.6 – Nombre maximal d’animaux domestiques permis par type d’habitation....	3-11
	Annexe 3.7 – Nombre maximal de petits animaux de basse-cour permis.....	3-12

CHAPITRE 4 : UTILISATION EXTÉRIEURE DE L’EAU EN CAS DE PÉNURIE

4.1	Interdiction totale	4-1
-----	---------------------------	-----

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AU STATIONNEMENT

5.1	Installation de la signalisation.....	5-1
5.2	Responsabilité.....	5-1
5.3	Stationnement interdit	5-1
5.4	Stationnement périodique.....	5-1
5.5	Stationnement hivernal	5-1
5.6	Entretien des infrastructures publiques	5-2
5.7	Stationnement d’une remorque, roulotte ou autre véhicule non motorisé.....	5-2
5.8	Véhicule mis en vente	5-2
5.9	Stationnement d’un véhicule pour réparation	5-2
5.10	Stationnement sur les terrains privés.....	5-2
5.11	Déplacement.....	5-3
5.12	Stationnement réservé aux personnes à mobilité restreinte.....	5-3
5.13	Zone de débarcadère	5-3
5.14	Stationnement pour bicyclettes	5-3

RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE

Table des matières

Annexe 5.1 – Stationnement interdit sur un chemin public ou sur une bande cyclable ...	5-4
Annexe 5.2 – Stationnement périodique.....	5-5
Annexe 5.3 – Stationnement hivernal	5-6
Annexe 5.4 – Stationnement sur les terrains privés ouverts à la circulation publique.....	5-7
Annexe 5.5 – Zone de débarcadère	5-8
Annexe 5.6 – Stationnement pour bicyclettes	5-9

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU COLPORTAGE

6.1 Colportage.....	6-1
6.2 Permis (non applicable)	6-1
6.2.1 Renseignements pour l’obtention d’un permis	6-1
6.2.2 Révocation	6-2
6.3 Pratiques interdites.....	6-2
6.4 Heures	6-2

CHAPITRE 7 : NUISANCES, PAIX ET BON ORDRE

7.1 Bruit / général	7-1
7.1.1 Bruit.....	7-1
7.1.2 Avertisseur sonore	7-1
7.1.3 Bruit d’industries.....	7-1
7.1.4 Spectacle / Musique.....	7-1
7.1.5 Terrasse commerciale	7-1
7.1.6 Appareil producteur de son	7-1
7.1.7 Sollicitation.....	7-2
7.1.8 Tondeuse à gazon, scie à chaîne, débroussailleuse et coupe-herbe	7-2
7.1.9 Travaux et activités diverses	7-2
7.1.10 Véhicule.....	7-2
7.1.11 Rassemblement de véhicules.....	7-2
7.2 Feux d’artifices.....	7-3
7.3 Armes	7-3
7.4 Lumière	7-3
7.5 Feu.....	7-3
7.6 Mauvaises herbes	7-4
7.7 Propriété privée	7-4
7.7.1 Ferrailles, déchets et autres.....	7-4
7.7.2 Émanations de poussière	7-4
7.7.3 Véhicules	7-4
7.7.4 Poussière et odeurs.....	7-5

RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE

Table des matières

7.7.5	Machinerie dans un état de délabrement	7-5
7.7.6	Machinerie lourde.....	7-5
7.7.7	Contenants pour la collecte des matières résiduelles	7-5
7.8	Propriété publique	7-5
7.8.1	Matières nuisibles et matériaux	7-5
7.8.2	Détérioration.....	7-6
7.8.3	Neige et glace.....	7-6
7.8.4	Neige et glace de la toiture ou de la galerie	7-6
7.8.5	Réparation d'un véhicule	7-6
7.8.6	Affichage	7-6
7.8.7	Boissons alcooliques	7-6
7.8.8	Graffiti	7-6
7.8.9	Vandalisme.....	7-6
7.8.10	Arme blanche	7-7
7.8.11	Feu.....	7-7
7.8.12	Besoins naturels	7-7
7.8.13	Indécence	7-7
7.8.14	Jeu et activité dans la rue.....	7-7
7.8.15	Bataille.....	7-7
7.8.16	Projectiles.....	7-8
7.8.17	Activités.....	7-8
7.8.18	Flânage	7-8
7.8.19	Alcool, drogue	7-8
7.8.20	École.....	7-8
7.8.21	Parc et terrain d'école.....	7-8
7.8.22	Périmètre de sécurité.....	7-8
7.8.23	Refus de quitter.....	7-9
7.8.24	Obstruction	7-9
7.8.25	Insulte et provocation.....	7-9
7.8.26	Stupéfiants	7-9
7.8.27	Assemblée publique.....	7-9
7.8.28	Troubler la paix	7-9
7.8.29	Escalade.....	7-9
7.9	Accès à la propriété et refus de quitter	7-10
7.10	Excavation	7-10
7.11	Appels injustifiés	7-10
7.12	Cannabis.....	7-10
7.12.1	Interdiction de fumer du cannabis.....	7-10
7.12.2	Bâtiment municipal.....	7-12
7.12.3	Mégot de cannabis.....	7-13
7.13	Tabac.....	7-13
7.13.1	Interdiction de fumer du tabac.....	7-13

RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE

Table des matières

7.13.2	Vente de tabac à une personne mineure	7-15
7.13.3	Vente de tabac par un exploitant	7-15
Annexe 7.1 – Liste des végétaux nuisibles.....		7-16
Annexe 7.2 – Rues sur lesquelles le jeu libre est autorisé.....		7-17

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINALES

8.1	Inspection.....	8-1
8.2	Poursuites pénales.....	8-1
8.3	Pénalités.....	8-1
8.3.1	Système d’alarme.....	8-1
8.3.2	Animaux	8-2
8.3.3	Utilisation extérieure de l’eau en cas de pénurie	8-2
8.3.4	Stationnement	8-2
8.3.5	Colportage.....	8-2
8.3.6	Nuisances, paix et bon ordre	8-3
8.3.7	Inspection.....	8-3
8.4	Remplacement des règlements antérieurs	8-3
8.5	Entrée en vigueur.....	8-3
Annexe 8.1 – Tableau synthèse des pénalités.....		8-4
Annexe 8.2 – Libellés d’infraction.....		8-5

1.1 TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est intitulé « Règlement uniformisé numéro RMU-2019 relatif à la sécurité et à la qualité de vie de la Municipalité de Saint-Alban ».

1.2 OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement comporte différentes règles visant à assurer la sécurité, la quiétude et la qualité de vie des résidents des municipalités comprises sur le territoire de la MRC de Portneuf. Il renferme plus particulièrement des normes à respecter en ce qui a trait aux systèmes d'alarme, aux animaux, à l'utilisation de l'eau potable en cas de pénurie, au stationnement, au colportage, aux nuisances, à la paix et au bon ordre.

Ce règlement a pour objectif d'assurer une application uniforme et efficiente de différentes règles de vie par les agents de la paix et les officiers municipaux et d'éviter l'incompatibilité et la pluralité de règlements portant sur un même sujet sur le territoire des municipalités faisant partie de l'entente relative à la fourniture des services de police par la Sûreté du Québec conclue entre la MRC de Portneuf et le ministre de la Sécurité publique.

Aucune disposition du présent règlement ne peut être modifiée ou amendée par une municipalité locale, mis à part le contenu des annexes figurant à la fin des chapitres 3, 5 et 7. Une municipalité peut cependant adopter des règlements complémentaires portant sur les mêmes objets que le présent règlement. Il est à noter qu'aucune disposition contenue à l'intérieur d'un règlement complémentaire ne doit entrer en contradiction ou être moins restrictive qu'une disposition apparaissant au présent règlement. De plus, l'application d'un règlement complémentaire relève uniquement des officiers municipaux.

1.3 ANNEXES AU RÈGLEMENT

Les annexes jointes au présent règlement en font partie intégrante à toute fin que de droit.

1.4 VALIDITÉ DE LA RÉGLEMENTATION

Le conseil décrète le présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, article par article, paragraphe par paragraphe, de manière à ce que si un chapitre, un article ou un paragraphe était ou devait être déclaré nul, les autres dispositions du règlement continuent de s'appliquer.

1.5 LE RÈGLEMENT ET LES LOIS

Aucune disposition du présent règlement ne peut avoir comme effet de soustraire toute personne à l'application d'une loi ou d'un règlement du Canada ou du Québec, de la MRC de Portneuf ou d'un autre règlement municipal.

1.6 INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement intègre certaines dispositions pouvant ne pas être applicables sur le territoire de la municipalité. Lorsqu'une mention « **non applicable** » apparaît entre parenthèse à la suite du titre d'un article ou au début d'un paragraphe, celle-ci indique que cet article ou ce paragraphe n'est pas applicable sur le territoire de la municipalité.

Lorsqu'un astérisque « * » apparaît à la suite du titre d'un article ou d'un paragraphe, ceci indique que cet article comporte un libellé d'infraction qui est consigné à l'annexe 8.2 du présent règlement.

1.7 INTERPRÉTATION DU TEXTE ET DES MOTS

Exception faite des mots définis à l'article 1.8, tous les mots utilisés dans ce règlement conservent leur signification habituelle.

Les titres contenus dans le présent règlement en font partie intégrante à toute fin que de droit. En cas de contradiction entre le texte proprement dit et les titres, le texte prévaut.

L'emploi du verbe au présent inclut le futur.

Le singulier comprend le pluriel et vice-versa, à moins que le sens n'indique clairement qu'il ne peut logiquement en être ainsi.

Avec l'emploi du mot « doit » l'obligation est absolue.

Le mot « quiconque » inclut toute personne morale ou physique.

1.8 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'exige une interprétation

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA
SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**
Chapitre 1 – Dispositions déclaratoires et interprétatives

différente ou qu'il en soit précisé autrement, les mots ou expressions qui suivent ont le sens et la signification qui leur sont attribués dans le présent article. Si un mot ou une expression utilisé dans le présent règlement n'est pas spécifiquement défini ci-après, il faut référer au sens commun attribué à un mot ou à une expression.

Agent de la paix : Tout membre de la Sûreté du Québec (SQ) responsable de l'application du présent règlement dans le cadre de sa mission, agissant sur le territoire de la Municipalité dans le cadre d'une entente visant à faire respecter les règlements municipaux sur le territoire ainsi que sur tout autre territoire où la Municipalité a compétence et juridiction.

Aire à caractère public : Les stationnements dont l'entretien est à la charge de la Municipalité, les aires communes d'un commerce, d'un édifice public ou institutionnel ou d'un édifice à logements.

Aire de jeux : Signifie la partie d'un terrain, accessible au public, occupée par des équipements destinés à l'amusement des enfants, tels que balançoire, glissoire, trapèze, carré de sable, plage, piscine ou pataugeoire.

Animal domestique : Animal qui vit auprès de l'être humain pour l'aider ou le distraire et dont l'espèce est depuis longtemps apprivoisée. De façon non limitative, sont considérés comme des animaux domestiques, les chiens, les chats et autres petits animaux familiers vendus dans les animaleries tels que les oiseaux, les hamsters, les gerboises, les cochons d'inde, les furets.

Bande cyclable : Voie cyclable empruntant la chaussée automobile et séparée de celle-ci par une ligne simple et continue. Les bandes cyclables sont établies à l'annexe 5.1 faisant partie du présent règlement.

Bruit : Un son ou un ensemble de sons harmonieux ou non, perceptibles par l'ouïe.

Cannabis : Aux fins du présent règlement, « cannabis » a le sens que lui donne la Loi sur le cannabis (L.C. 2018, c.16).

Chemin public : La surface de terrain ou d'un ouvrage d'art dont l'entretien est à la charge d'une municipalité, d'un gouvernement ou l'un de ses organismes et sur une partie de laquelle sont aménagées une ou plusieurs chaussées ouvertes à la circulation publique des véhicules et, le cas échéant, une ou plusieurs voies cyclables.

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA
SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**
Chapitre 1 – Dispositions déclaratoires et interprétatives

Chien guide :	Un chien en formation ou entraîné pour guider ou accompagner une personne atteinte d'une déficience physique.
Colporter :	Sans en avoir été requis, solliciter une personne à son domicile ou à sa place d'affaires afin de vendre une marchandise ou d'offrir un service ou de solliciter un don.
Colporteur :	Toute personne physique qui colporte.
Endroit public :	Un parc, une école, un centre communautaire, un terrain de jeux, une rue, une piste cyclable, un trottoir et tout autre lieu accessible au public situé sur le territoire de la municipalité.
Fausse alarme :	Déclenchement d'un système d'alarme sans qu'il y ait eu action criminelle de commise ou de tentée ou un indice démontrant un début d'incendie.
Feu en plein air :	Feu extérieur qui n'est pas fait dans un foyer extérieur ou dans un appareil de cuisson extérieur.
Feux d'artifice en vente contrôlée :	Un feu d'artifice ou une pièce pyrotechnique qui ne peut être acheté sans détenir une approbation d'achat délivrée en vertu de la Loi sur les explosifs.
Feux d'artifice en vente libre :	Un feu d'artifice ou une pièce pyrotechnique qui peut être acheté librement dans un commerce de vente au détail.
Fumer :	Vise également l'usage d'une pipe, d'un bong, d'une cigarette électronique ou tout autre dispositif de cette nature.
Gardien :	Est réputé gardien le propriétaire d'un animal, la personne qui en a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal.
Lieu protégé :	Un terrain, une construction, un ouvrage protégé par un système d'alarme.
Officier chargé de l'application :	L'officier municipal et les agents de la paix.

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA
SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**
Chapitre 1 – Dispositions déclaratoires et interprétatives

- Officier municipal :** L'inspecteur municipal ou en bâtiment, tout employé cadre de la Municipalité et leur adjoint respectif ainsi que toute autre personne désignée par résolution du conseil municipal.
- Parc :** Les parcs situés sur le territoire de la municipalité et qui sont sous sa juridiction ainsi que tous les espaces publics gazonnés ou non où le public a accès à des fins de repos, de détente, de jeux ou de sport et pour toute autre fin similaire.
- Périmètre d'urbanisation :** Territoire déterminé au schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf dont les limites sont définies au plan de zonage accompagnant le règlement de zonage et où la Municipalité peut concentrer son développement urbain.
- Personne :** Toute personne physique ou morale.
- Région agricole désignée :** L'ensemble des territoires des municipalités locales visées par un décret adopté en vertu de l'article 22 ou visées à l'article 25 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.
- Rue :** Les rues, avenues, chemins, routes, ruelles, rangs, allées, pistes cyclables, voies cyclables, trottoirs et autres endroits dédiés à la circulation piétonnière, de bicyclettes ou de véhicules.
- Système d'alarme :** Tout dispositif aménagé et installé dans le but précis de signaler la présence présumée d'intrus, d'un crime ou d'un incendie et comprenant un mécanisme alertant directement ou indirectement le public ou toute personne hors des lieux protégés par ledit système.
- Système d'alarme intrusion :** Système d'alarme émettant un signal indiquant un vol ou une intrusion à l'intérieur d'un lieu protégé.
- Tabac :** Comprend également les accessoires suivants : les tubes, papiers et filtres à cigarette, les pipes, y compris leurs composantes, et les fume-cigarettes.
- Terrain de jeux :** Un espace public de terrain principalement aménagé pour la pratique de sports et pour le loisir.

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA
SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**
Chapitre 1 – Dispositions déclaratoires et interprétatives

- Utilisateur :** Toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé.
- Véhicule :** Un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin. Sont exclus de cette définition les véhicules pouvant circuler sur les rails et les fauteuils roulants mus électriquement; les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules.
- Véhicule lourd :** Tout véhicule lourd au sens de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (c. P-30.3).
- Zone résidentielle :** Zone résidentielle délimitée au plan de zonage accompagnant le règlement de zonage de la municipalité.

2.1 APPLICATION

Le présent chapitre s’applique à tout système d’alarme, incluant les systèmes d’alarme déjà installés ou en usage le jour de l’entrée en vigueur du présent règlement.

2.2 SIGNAL*

Lorsqu’un système d’alarme est muni d’une cloche ou de tout autre signal sonore propre à donner l’alerte à l’extérieur du lieu protégé, il est interdit que ce système d’alarme émette un signal sonore qui dure plus de 20 minutes consécutives.

2.3 INTERRUPTION

L’agent de la paix est autorisé à pénétrer dans tout lieu protégé par un système d’alarme si personne ne s’y trouve, aux fins d’interrompre le signal sonore dont l’émission dure depuis plus de 20 minutes consécutives.

2.4 FRAIS

La Municipalité est autorisée à réclamer de tout utilisateur d’un système d’alarme des frais engagés par celle-ci en cas de défektivité ou de mauvais fonctionnement d’un système d’alarme ou lorsqu’il est déclenché inutilement, dont notamment les frais encourus aux fins de pénétrer dans un lieu protégé conformément à l’article 2.3.

2.5 DÉCLENCEMENT INJUSTIFIÉ D’UN SYSTÈME D’ALARME INTRUSION*

Constitue une infraction le fait d’être l’utilisateur d’un système d’alarme intrusion qui se déclenche inutilement plus d’une fois au cours d’une période consécutive de 24 mois pour cause de défektivité, de mauvais fonctionnement ou dû à une erreur humaine.

2.6 PRÉSOMPTION

Le déclenchement d’un système d’alarme est présumé, en l’absence de preuve contraire, être pour cause de défektivité, de mauvais fonctionnement ou dû à une erreur humaine lorsqu’aucune preuve ou trace de la présence d’intrus, de la commission d’une infraction, d’un incendie ou d’un début d’incendie n’est constatée sur les lieux protégés lors de l’arrivée des policiers, pompiers ou de l’officier chargé de l’application de tout ou partie du présent règlement.

3.1 LICENCE

3.1.1 Licence pour chien

Le gardien d'un chien qui réside dans les limites de la municipalité doit obtenir une licence pour ce chien.

3.1.2 Licence pour chat (non applicable)

Le gardien d'un chat qui réside dans les limites de la municipalité doit obtenir une licence pour ce chat.

3.2 DURÉE

La licence est valide pour la période indiquée à l'annexe 3.1. Cette licence est incessible et non remboursable.

3.3 COÛT

Le gardien de l'animal doit payer le coût de la licence indiqué à l'annexe 3.1.

La licence est gratuite si elle est demandée pour un chien guide.

3.4 RENSEIGNEMENTS

Toute demande de licence doit indiquer le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne qui fait la demande, ainsi que la race et le sexe de l'animal, de même que toutes les indications utiles pour établir l'identité de l'animal, incluant des traits particuliers.

3.5 ENDROIT

La demande de licence doit être présentée sur la formule autorisée par la Municipalité. Si cet animal est déjà muni d'une licence valide émise par une autre municipalité, la licence prévue à l'article 3.1 est obligatoire uniquement si l'animal est gardé dans la municipalité pour une période de plus de 60 jours annuellement.

3.6 IDENTIFICATION

Contre paiement du prix, il est remis au gardien une licence indiquant le numéro d'enregistrement de cet animal.

3.7 PORT

Le gardien doit s'assurer que l'animal porte cette licence en tout temps.

3.8 REGISTRE

La Municipalité tient un registre où sont inscrits le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien ainsi que le numéro d'immatriculation de l'animal pour lequel une licence est émise, de même que tous les renseignements relatifs à cet animal.

3.9 PERTE OU DESTRUCTION

Advenant la perte ou la destruction de la licence, le gardien doit en obtenir une autre au coût indiqué à l'annexe 3.1 pour couvrir la période restante de la licence en cours.

3.10 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX CHIENS

3.10.1 Nuisances

Constitue une nuisance et est prohibé :

1. Tout chien qui attaque ou mord une personne ou un autre animal;*
2. Tout chien qui cause un dommage à la propriété d'autrui;
3. Tout chien qui aboie, hurle, gémit ou émet des sons de façon à troubler la tranquillité des personnes qui résident, travaillent ou se trouvent dans le voisinage;*
4. Tout chien qui se trouve sur un terrain privé sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain;*

5. Tout chien qui se trouve dans une aire de jeux, qu'il soit ou non en laisse et qu'il soit ou non accompagné de son gardien;*
6. Tout chien qui est errant;*
7. Tout chien qui a un comportement méchant ou dangereux ou qui est entraîné pour attaquer. Est présumé avoir un comportement méchant ou dangereux tout chien qui, sans aucune provocation ni malice, manifeste de l'agressivité à l'endroit d'une personne en grondant, en montrant les crocs, en aboyant féroce ou en agissant de toute autre manière qui indique que le chien pourrait mordre ou attaquer une personne;*
8. **(non applicable)**
Tout chien qui se trouve dans un parc identifié à l'annexe 3.2, qu'il soit ou non en laisse et qu'il soit ou non accompagné de son gardien;
9. Tout chien qui se trouve à l'extérieur de l'immeuble du gardien et dont les matières fécales ne sont pas immédiatement ramassées par son gardien. À cette fin, le gardien doit avoir en sa possession le matériel nécessaire pour en disposer de manière hygiénique;
10. Tout chien appartenant à l'une des races identifiées à l'annexe 3.3.

3.10.2 Laisse*

Tout chien doit être tenu en laisse lorsqu'il se trouve à l'extérieur des limites de la propriété de son gardien. La laisse doit avoir une longueur maximale de 2 mètres.

3.10.3 Garde

Tout chien gardé à l'extérieur d'un bâtiment doit être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif (attache, laisse, clôture, etc.) l'empêchant de sortir de ce terrain.

3.10.4 Endroit public*

Le gardien ne peut laisser le chien sans surveillance dans un endroit public ou sur une propriété privée autre que celle du gardien de l'animal.

3.10.5 Morsure*

Lorsqu'un chien a mordu une personne, son gardien en avise le service de police le plus tôt possible.

3.11 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX CHATS

3.11.1 Nuisances

Constitue une nuisance et est prohibé :

1. Le fait pour le propriétaire ou le gardien d'un chat, de le laisser déplacer ou fouiller dans les ordures ménagères;
2. Le fait pour le propriétaire ou le gardien d'un chat, de le laisser nuire à la qualité de vie d'un ou des voisins par une vocalisation excessive, répétitive et à des heures inappropriées ou par l'imprégnation d'odeurs persistantes et très prononcées;
3. Tout chat qui erre dans un endroit public ou sur un terrain privé sans le consentement du propriétaire ou l'occupant de ce terrain.

3.11.2 Garde

Tout chat gardé à l'extérieur d'un bâtiment doit être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif (attache, laisse, clôture, etc.) l'empêchant de sortir de ce terrain.

3.12 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX AUTRES TYPES D'ANIMAUX

Constitue une nuisance et est prohibé :

1. Le fait de garder tout animal sauvage ou exotique, reconnu comme tel au Québec, apprivoisé ou non, tel que reptiles, carnivores et autres animaux du même genre. Ceux-ci sont énumérés à l'annexe 3.4;
2. Le fait de garder tout animal habituellement trouvé sur une ferme, tel que veau, vache, cochon, cheval ou autre animal de même genre (à l'exclusion des petits animaux visés au paragraphe 3) :
 - sur un immeuble situé à l'intérieur du périmètre d'urbanisation;
 - sur un immeuble localisé dans une zone résidentielle, située à l'extérieur du périmètre d'urbanisation et de la région agricole désignée, qui est identifiée à l'annexe 3.5.

3. Le fait de garder des petits animaux de basse-cour tels que poules, lapins, canards ou autres petits animaux du même genre :
- sur un immeuble situé à l'intérieur du périmètre d'urbanisation;
 - sur un immeuble localisé dans une zone résidentielle, située à l'extérieur du périmètre d'urbanisation et de la région agricole désignée, qui est identifiée à l'annexe 3.5.

Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas sur des immeubles destinés à des fins agricoles ou sur lesquels sont exercés des activités temporaires de promotion, de spectacles ou culturelles.

Nonobstant les paragraphes 1, 2 et 3, il est permis de garder des animaux domestiques.

3.13 NOMBRE D'ANIMAUX PERMIS

3.13.1 Nombre d'animaux domestiques permis

Nul ne peut garder plus d'animaux domestiques qu'indiqué à l'annexe 3.6, sauf si un permis a été émis par la Municipalité pour opérer un chenil, une fourrière, un hôpital vétérinaire, un commerce de ventes d'animaux. La présente restriction ne s'applique pas lorsque l'un de ces animaux met bat, et ce, pour une période maximale de 3 mois.

3.13.2 Nombre d'animaux de basse-cour permis (non applicable)

Nul ne peut garder plus de petits animaux de basse-cour qu'indiqué à l'annexe 3.7, sauf si un permis a été émis par la Municipalité pour opérer un commerce de vente d'animaux ou une ferme. La présente restriction ne s'applique pas lorsque l'un de ces animaux met bat, et ce, pour une période maximale de 3 mois.

Les animaux de basse-cour doivent être gardés de façon à les empêcher de sortir du terrain.

ANNEXE 3.1

DURÉE ET COÛT DE LA LICENCE | Articles 3.2 et 3.3

<i>Durée de la licence :</i>		1 an
<i>Coût de la licence :</i>	<i>Licence pour chien</i>	10 \$
	<i>Licence pour chat</i>	<i>Non applicable</i>

ANNEXE 3.2

**LISTE DES PARCS MUNICIPAUX INTERDITS AUX CHIENS | Article 3.10.1, paragraphe 8
(non applicable)**

ANNEXE 3.3

LISTE DES RACES DE CHIEN INTERDITES | Article 3.10.1, paragraphe 10

1. Tout chien appartenant aux races suivantes :
 - Bull Terrier
 - Staffordshire Bull Terrier
 - American Bull Terrier
 - American Staffordshire Terrier
 - American Pit Bull Terrier
 - Pitbull
 - Rottweiler
2. Tout chien hybride issu d'une des races énumérées au point 1.
3. Tout chien de races croisées possédant des caractéristiques substantielles d'un chien d'une race énumérée au point 1.

ANNEXE 3.4

LISTE DES ANIMAUX SAUVAGES ET EXOTIQUES | Article 3.12, paragraphe 1

Animaux sauvages :

- Tous les simiens et les lémuriens (exemple : chimpanzé)
- Tous les anthropoïdes vénéneux (exemple : tarentule, scorpion)
- Tous les rapaces (exemple : faucon)
- Tous les édentés (exemple : tatous)
- Toutes les chauves-souris
- Tous les ratites (exemple : autruche)

Carnivores :

- Tous les canidés excluant le chien domestique (exemple : loup)
- Tous les félidés excluant le chat domestique (exemple : lynx)
- Tous les mustélidés excluant le furet et la moufette domestiques
- Tous les ursidés (exemple : ours)
- Tous les hyénidés (exemple : hyène)
- Tous les pinnipèdes (exemple : phoque)
- Tous les procyonidés (exemple : raton-laveur)

Reptiles :

- Tous les lacertiliens excluant l'iguane
- Tous les ophidiens (exemple : python royal, couleuvre rayée)
- Tous les crocodiliens (exemple : alligator)

Tous les rats

ANNEXE 3.5

LISTE DES ZONES RÉSIDENTIELLES INTERDITES AUX ANIMAUX DE FERME |

Article 3.12, paragraphe 2

- Rv-1 (Lac à l'Anguille)
- Rv-2 (Lac en Cœur)
- Rv-3 (Lac Montauban)
- Rv-4 (Lac Clair)

LISTE DES ZONES RÉSIDENTIELLES INTERDITES AUX PETITS ANIMAUX DE BASSE-COUR |

Article 3.12, paragraphe 3

- Rv-1 (Lac à l'Anguille)
- Rv-2 (Lac en Cœur)
- Rv-3 (Lac Montauban)
- Rv-4 (Lac Clair)

ANNEXE 3.6

NOMBRE MAXIMAL D'ANIMAUX DOMESTIQUES PERMIS PAR TYPE D'HABITATION

Article 3.13.1

Type d'habitation	Nombre maximal d'animaux permis / logement
<i>Habitation unifamiliale isolée (incluant chalet, maison mobile, maison unimodulaire, etc.)</i>	3
<i>Habitation unifamiliale jumelée (de type semi-détaché)</i>	3
<i>Duplex et triplex</i>	2
<i>Habitation en rangée ou contigüe</i>	2
<i>Habitation multifamiliale (4 logements et plus) (incluant habitation collective)</i>	1

ANNEXE 3.7

NOMBRE MAXIMAL DE PETITS ANIMAUX DE BASSE-COUR PERMIS

Article 3.13.2 (non applicable)

4.1 INTERDICTION TOTALE*

Lorsqu'une pénurie d'eau a lieu ou est appréhendée, le maire de la Municipalité ou en son absence ou incapacité d'agir, le maire suppléant, est par le présent règlement autorisé à décréter des périodes d'interdiction totale d'arrosage, de lavage de véhicules ou de remplissage de piscines et autres bassins.

Il est interdit d'utiliser l'eau potable provenant du réseau d'aqueduc municipal à des fins d'arrosage, de lavage de véhicules ou de remplissage de piscines et autres bassins lorsqu'une période d'interdiction est décrétée.

5.1 INSTALLATION DE LA SIGNALISATION

La Municipalité installe et maintient en place la signalisation appropriée et décrétée par le présent règlement ainsi que pour l'entretien, le nettoyage ou la réparation des rues de la municipalité.

5.2 RESPONSABILITÉ

L'utilisateur ou la personne au nom de laquelle un véhicule routier est inscrit au registre de la *Société d'assurance automobile du Québec* est responsable de toute infraction relative au stationnement en vertu du présent règlement.

5.3 STATIONNEMENT INTERDIT*

Il est interdit de stationner un véhicule :

1. Sur le chemin public aux endroits où une signalisation indique une telle interdiction. Ces endroits sont spécifiés à l'annexe 5.1 apparaissant à la fin du présent chapitre.
2. À l'intérieur d'une bande cyclable entre le 15 avril et le 1^{er} novembre de chaque année, sauf pour accéder à une propriété ou à une rue. Ces endroits sont spécifiés à l'annexe 5.1.

5.4 STATIONNEMENT PÉRIODIQUE*

Il est interdit de stationner un véhicule sur un chemin public au-delà de la période autorisée par une signalisation ou un parcomètre. Ces endroits sont spécifiés à l'annexe 5.2 apparaissant à la fin du présent chapitre.

La période autorisée par une signalisation ne s'applique pas lorsque le véhicule est muni de la vignette accrochée au rétroviseur ou de la plaque prévue à l'article 388 du *Code de la sécurité routière* (personne à mobilité restreinte).

5.5 STATIONNEMENT HIVERNAL*

Il est interdit de stationner un véhicule sur un chemin public entre 23 h et 7 h du 15 novembre au 1^{er} avril inclusivement et ce, sur tout le territoire de la municipalité à l'exception des endroits spécifiés à l'annexe 5.3.

L'interdiction ne s'applique pas aux véhicules d'intervention nécessaires au maintien des services d'utilité publique d'électricité et de gaz naturel.

5.6 ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES*

Il est interdit de stationner un véhicule contrairement à la signalisation installée temporairement par la Municipalité pour l'entretien, la réparation, le nettoyage des rues et des stationnements sur son territoire.

5.7 STATIONNEMENT D'UNE REMORQUE, ROULOTTE OU AUTRE VÉHICULE NON MOTORISÉ*

Il est interdit, en tout temps, de stationner sur les chemins publics ou les stationnements publics, une remorque, une roulotte et tout autre véhicule non motorisé que l'on déplace habituellement à l'aide d'un véhicule.

5.8 VÉHICULE MIS EN VENTE

Il est interdit de laisser un véhicule stationné sur le chemin public avec la mention « à vendre ».

Il est interdit de laisser un véhicule stationné avec la mention « à vendre » ou dans le but de le vendre, ailleurs que sur le terrain privé du propriétaire du véhicule ou sur le terrain où s'exerce le commerce approprié selon le permis d'affaires.

5.9 STATIONNEMENT D'UN VÉHICULE POUR RÉPARATION*

Il est interdit de stationner dans les chemins publics ou sur un terrain de stationnement de la Municipalité un véhicule routier afin d'y procéder à sa réparation ou à son entretien.

5.10 STATIONNEMENT SUR LES TERRAINS PRIVÉS*

Sur les chemins et les terrains privés ouverts à la circulation publique des véhicules routiers et faisant l'objet d'une entente entre la Municipalité et le propriétaire, toute personne est tenue de se conformer à la signalisation affichée concernant le stationnement. Ces endroits sont spécifiés à l'annexe 5.4 apparaissant à la fin du présent chapitre.

Il est interdit de stationner un véhicule sur un terrain privé mentionné à l'annexe 5.4 au-delà de la période autorisée par une signalisation.

5.11 DÉPLACEMENT

Dans le cadre des fonctions qu'il exerce en vertu du présent règlement, l'officier chargé de l'application peut faire remorquer, déplacer ou faire déplacer un véhicule stationné aux frais de son propriétaire dans le cadre de la présente réglementation applicable et notamment dans le cas d'enlèvement de la neige, de balayage de rue, de travaux municipaux d'entretien.

En cas d'urgence, l'officier chargé de l'application peut faire remorquer, déplacer ou faire déplacer un véhicule lorsque le véhicule entrave le travail des pompiers, des policiers ou de tout autre fonctionnaire lors d'un événement mettant en cause la sécurité publique.

Le propriétaire ne pourra en recouvrer la possession que sur paiement des frais de remorquage et de remisage, le tout en sus des amendes prévues au présent règlement.

5.12 STATIONNEMENT RÉSERVÉ AUX PERSONNES À MOBILITÉ RESTREINTE*

Il est interdit à tout conducteur de stationner ou d'immobiliser un véhicule dans une zone réservée à l'usage exclusif des personnes à mobilité restreinte sans être muni de la vignette prévue à l'article 388 du *Code de la sécurité routière*, laquelle doit être accrochée au rétroviseur du véhicule.

5.13 ZONE DE DÉBARCADÈRE*

Les zones de débarcadère sont établies à l'annexe 5.5 du présent règlement.

Sauf en cas de nécessité, nul ne peut stationner un véhicule routier plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour laisser monter ou descendre des passagers ou pour charger ou décharger la livraison de matériaux dans une zone de débarcadère.

5.14 STATIONNEMENT POUR BICYCLETTES

Des espaces de stationnement à l'usage exclusif des bicyclettes sont identifiés à l'annexe 5.6 du présent règlement.

Nul ne peut immobiliser un véhicule routier dans un espace de stationnement spécialement aménagé pour les bicyclettes entre le 15 avril et le 1^{er} novembre de chaque année.*

ANNEXE 5.1

STATIONNEMENT INTERDIT SUR UN CHEMIN PUBLIC OU SUR UNE BANDE CYCLABLE |

Article 5.3

Rue Principale

- Le stationnement est interdit sur les deux côtés de la rue, sur toute sa longueur.

*Il est toutefois permis de stationner, pour une durée maximale de 15 minutes, un véhicule du côté nord de la rue Principale entre les numéros civiques 284 et 290.

Rue Saint-Philippe

- Le stationnement est interdit du côté Est de la rue, entre la rue Principale et la rue Matte.

Rue Saint-Sauveur

- Le stationnement est interdit du côté Est de rue, sur toute sa longueur.

Rue Saint-Eugène

- Le stationnement est interdit du côté Ouest de la rue, entre la rue Principale et la caserne du Service de sécurité incendie.

ANNEXE 5.2

STATIONNEMENT PÉRIODIQUE | Article 5.4

Aucun endroit spécifié.

ANNEXE 5.3

STATIONNEMENT HIVERNAL | Article 5.5

Aucun endroit spécifié.

ANNEXE 5.4

STATIONNEMENT SUR LES TERRAINS PRIVÉS OUVERTS À LA CIRCULATION PUBLIQUE |

Article 5.10

Aucun endroit spécifié.

ANNEXE 5.5

ZONES DE DÉBARCADÈRE | Article 5.13

Aucun endroit spécifié.

ANNEXE 5.6

STATIONNEMENT POUR BICYCLETTES | Article 5.14

Aucun endroit spécifié.

6.1 COLPORTAGE*

Il est interdit de colporter ou de faire colporter sur le territoire de la municipalité, sauf dans les cas d'exception suivants :

1. Toute personne œuvrant pour un organisme sans but lucratif dont le siège social est établi sur le territoire de la MRC de Portneuf;
2. Toute personne représentant un organisme communautaire, une association sportive ou une association récréative qui fait de la sollicitation aux fins de financement de cet organisme ou toute personne œuvrant pour une entreprise ou un organisme offrant des services d'utilité publique, dans la mesure où celle-ci aura obtenu une autorisation de la Municipalité par une résolution du conseil municipal;
3. Un(e) étudiant(e) résidant sur le territoire de la municipalité et qui fait de la sollicitation dans le cadre d'une activité scolaire.

6.2 PERMIS (non applicable)

Toute personne qui est autorisée à colporter en vertu de l'article 6.1 du présent règlement doit au préalable obtenir de la Municipalité un permis à cet effet.

Le permis doit être porté par le colporteur et exhibé sur demande, pour examen, à l'officier chargé de l'application du présent règlement ou à toute personne sollicitée.

Quiconque ne porte pas ou n'exhibe pas son permis à l'officier chargé de l'application du présent règlement ou à toute personne sollicitée qui en fait la demande commet une infraction.

6.2.1 Renseignements pour l'obtention du permis

Pour obtenir ce permis, une personne physique doit, dans sa demande :

1. Fournir son nom, son adresse, son numéro de téléphone et sa date de naissance;
2. Fournir le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'organisme, de l'association ou de l'établissement scolaire qu'elle représente;
3. Indiquer la période pendant laquelle le colportage est exercé;
4. Indiquer les raisons du colportage et décrire la marchandise ou le service offert.

6.2.2 Révocation

Le permis peut être révoqué ou annulé en tout temps si, au cours de la durée du permis :

1. La personne cesse de satisfaire aux exigences pour la délivrance du permis;
2. Des plaintes sont signalées à l'effet que l'activité de colportage s'effectue selon une approche d'intimidation, d'harcèlement ou de pression indue ou qu'elle constitue une menace pour la sécurité des personnes.

6.3 PRATIQUES INTERDITES

Aucun colporteur ne peut :

1. Emprunter ou utiliser le nom de la Municipalité pour se présenter et/ou offrir son produit ou son service dans une manœuvre de fausse représentation;
2. Déclarer faussement son identité;
3. Avoir une attitude pouvant être jugée intimidante ou exercer une pression indue lors d'une représentation.

6.4 HEURES*

Il est interdit de colporter entre 19 h et 10 h.

7.1 BRUIT / GÉNÉRAL

Constitue une nuisance et est prohibé :

7.1.1 Bruit*

Le fait de faire, de provoquer, de tolérer ou d'inciter à faire, de quelque façon que ce soit, du bruit susceptible de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.

7.1.2 Avertisseur sonore*

Le fait par toute personne d'utiliser abusivement ou inutilement un avertisseur sonore (klaxon) ou sirène d'un véhicule de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.

7.1.3 Bruit d'industries*

Toute personne qui, par ou à l'occasion de l'exploitation, de la conduite ou de l'exercice de son industrie, commerce, métier ou occupation quelconque, fait ou laisse faire un bruit excessif ou insolite de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.

7.1.4 Spectacle / Musique*

À l'intérieur ou à l'extérieur d'un immeuble où sont présentées des œuvres musicales, instrumentales ou vocales provenant d'un appareil de reproduction sonore ou d'un musicien, le fait d'émettre ou de permettre l'émission d'un bruit ou d'une musique de façon à ce que l'activité génératrice de son soit de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos et le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage (sauf dans le cadre d'une activité autorisée par la Municipalité).

7.1.5 Terrasse commerciale*

Le fait, par le propriétaire d'une terrasse commerciale ou toute autre personne responsable des lieux, de permettre ou tolérer, entre 23 h et 7 h, tout bruit causé par des personnes qui se trouvent sur cette terrasse, entre ces heures, qui est de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.

7.1.6 Appareil producteur de son*

Le fait pour toute personne de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage en jouant ou en faisant jouer une radio, un instrument de musique, une télévision, une cloche, un carillon, un sifflet, un pétard, tout appareil producteur de son ou toute autre chose faisant du bruit, que ce soit dans une rue, une place publique ou à l'intérieur ou à l'extérieur de tout immeuble.

Le présent article ne s'applique pas aux fanfares, cortèges ou parades dûment autorisés par l'officier municipal.

7.1.7 Sollicitation*

Le fait par toute personne de projeter à l'extérieur d'un bâtiment ou d'un véhicule, vers une rue, un parc ou place publique ou autre propriété, privée ou publique, des sons avec un haut-parleur ou un porte-voix, dans le but d'annoncer ses marchandises ou de solliciter le public pour quelque activité, sauf celles organisées par un organisme sans but lucratif ou un commerce ayant sa place d'affaires dans la municipalité. Toutefois, un permis doit être obtenu préalablement de l'officier municipal.

7.1.8 Tondeuse à gazon, scie à chaîne, débroussailleuse et coupe-herbe*

Le fait par toute personne d'utiliser, entre 21 h et 7 h, une tondeuse à gazon, une scie à chaîne, une débroussailleuse ou un coupe-herbe.

7.1.9 Travaux et activités diverses*

Le fait pour toute personne d'exécuter ou de faire exécuter, entre 21 h et 7 h, des travaux de construction, de reconstruction, de démolition ou de réparation (incluant les véhicules moteurs) ainsi que toute autre activité causant du bruit de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage, sauf s'il s'agit de travaux d'urgence visant à sauvegarder la sécurité des lieux ou des personnes.

7.1.10 Véhicule*

Le fait pour toute personne de causer un bruit de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage en entretenant ou en réparant tout véhicule ou machinerie motorisé ou en procédant au démarrage d'un véhicule moteur à des régimes excessifs, notamment au démarrage au point neutre ou en faisant fonctionner le moteur d'un véhicule stationnaire à une vitesse excessive.

7.1.11 Rassemblement de véhicules*

Le fait pour un conducteur de participer à un rassemblement de véhicules dans quelque endroit de la municipalité, causant un bruit de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.

7.2 FEUX D'ARTIFICES*

Constitue une nuisance et est prohibé :

Le fait de faire usage ou de permettre de faire usage de pièces pyrotechniques, de pétards ou de feux d'artifices sans avoir obtenu au préalable un permis en conformité avec la section 5.2 du *Règlement sur la prévention incendie numéro 211*.

7.3 ARMES*

Constitue une nuisance et est prohibé :

1. Le fait de faire usage d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé, d'un arc ou d'une arbalète dans le périmètre d'urbanisation tel que défini au schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf;
2. Le fait de faire usage d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé, d'un arc ou d'une arbalète à moins de 150 mètres de toute maison, bâtiment ou édifice;
3. Tout tir dirigé vers l'intérieur du rayon mentionné ci-dessus.

7.4 LUMIÈRE*

Constitue une nuisance et est prohibé :

Le fait de projeter une lumière en dehors du terrain d'où elle provient si celle-ci est susceptible de causer un danger pour le public ou est susceptible de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être des citoyens ou est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

7.5 FEU*

Constitue une nuisance et est prohibé :

Le fait d'allumer ou de maintenir allumé un feu en plein air sans avoir préalablement obtenu un permis en conformité avec la section 5.1 du *Règlement sur la prévention incendie numéro 211*.

Le fait pour toute personne de produire ou de tolérer toute émission d'étincelles ou de fumée dense provenant d'une cheminée, d'un feu à ciel ouvert ou d'une autre source, de nature à troubler la paix, le bien-être, le confort ou la tranquillité du voisinage.

Le fait de faire brûler des déchets ou des matières résiduelles de quelque nature qu'ils soient.

7.6 MAUVAISES HERBES

Constitue une nuisance et est prohibé :

1. Le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble de laisser pousser sur ledit immeuble des broussailles, des hautes herbes ou des mauvaises herbes dans le périmètre d'urbanisation, tel que défini au schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf;
2. Le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble de laisser pousser sur ledit immeuble les végétaux identifiés à l'annexe 7.1 du présent règlement;
3. Le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble d'y laisser pousser le gazon ou l'herbe à plus de 20 cm de hauteur, sauf pour des fins agricoles.

7.7 PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble :

7.7.1 Ferrailles, déchets et autres

D'y laisser des ferrailles, des meubles, des appareils ménagers, des déchets, des détritiques, des papiers, des bouteilles vides, de la brique, des métaux, des pneus usagés, des pièces d'automobiles usagées, des substances nauséabondes, des matériaux de construction, des immondices et autres matières de même nature.

7.7.2 Émanations de poussière

D'y laisser un espace sans gazon ou sans végétation de façon à créer, lorsqu'il vente, des nuages de poussière qui incommodent le voisinage ou d'y exercer des activités causant des émanations de poussière qui portent atteinte à la jouissance, au droit de propriété ou d'occupation du voisinage dans le périmètre d'urbanisation, tel que défini au schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf.

7.7.3 Véhicules

1. D'y laisser un véhicule automobile fabriqué depuis plus de 7 ans, non immatriculé depuis plus de 18 mois;
2. D'y laisser un véhicule automobile fabriqué depuis plus de 7 ans, non immatriculé pour l'année courante et hors d'état de fonctionnement;
3. D'y laisser un véhicule accidenté ou hors d'état de fonctionnement, sauf s'il s'agit d'un usage autorisé en vertu de la réglementation d'urbanisme.*

7.7.4 Poussière et odeurs*

De se livrer à des activités lorsque celles-ci produisent des émanations de poussière ou des odeurs de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage ou des personnes qui circulent sur la voie publique.

7.7.5 Machinerie dans un état de délabrement

D'y laisser ou d'y placer un ou des véhicules, équipements, appareils ou machineries dans un état de délabrement.

7.7.6 Machinerie lourde

De remiser ou de déposer de la machinerie lourde, des véhicules lourds ou de l'outillage à caractère industriel ou commercial sur un immeuble situé dans une zone résidentielle.

7.7.7 Contenants pour la collecte des matières résiduelles

Le fait de déposer ou de laisser dans la marge de recul avant d'un immeuble, des sacs à ordures ou autres contenants non autorisés en vertu du *Règlement numéro 224 prescrivant certaines modalités relatives aux matières résiduelles*.

7.8 PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

Constitue une nuisance et est prohibé :

7.8.1 Matières nuisibles et matériaux*

Le fait par toute personne de jeter, déposer ou permettre que soient déposés des cendres, du papier, des déchets, des immondices, des ordures, des matières putrescibles, de la ferraille, des bouteilles vides, des pièces d'automobiles usagées, des matériaux de construction, du goudron, de la chaux, des briques, du ciment, de la boue, de la terre, du sable, des roches, du gravier ou toute matière semblable dans les fossés, rues, trottoirs, cours d'eau, places ou parcs publics ou de circuler avec un véhicule laissant s'échapper de telles matières.

7.8.2 Détérioration*

Le fait de détériorer, abîmer ou salir les aires gazonnées, le pavage, le trottoir, la chaîne de rue ou le revêtement.

7.8.3 Neige et glace

Le fait de pousser, de faire pousser, de jeter, de faire jeter, de déposer, de faire déposer, de souffler, de faire souffler, d'amonceler ou de faire amonceler de la neige ou de la glace, dans les rues, allées, places publiques et trottoirs sauf pour la Municipalité, ses employés et ses entrepreneurs.

7.8.4 Neige et glace de la toiture ou de la galerie

Le fait, pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble de laisser la neige ou la glace provenant de la toiture du bâtiment ou de sa galerie sur toute rue, parc, terrain public ou trottoir.

7.8.5 Réparation d'un véhicule

Le fait d'effectuer une réparation à un véhicule dans une place publique, une rue ou une aire à caractère public.

7.8.6 Affichage

Le fait pour toute personne de laisser sur un terrain, un endroit public ou sur les poteaux, 7 jours après la date de l'évènement, toute affiche ou enseigne qui annonçait cet évènement.

7.8.7 Boissons alcooliques*

Dans un endroit public, le fait de consommer des boissons alcoolisées ou d'avoir en sa possession un contenant de boisson alcoolisée dont l'ouverture n'est pas scellée, sauf si un permis de vente a été délivré par la Régie des alcools, des courses et des jeux.

7.8.8 Graffiti*

Le fait de dessiner, peindre ou autrement marquer les biens de propriété publique.

7.8.9 Vandalisme*

Le fait d'endommager de quelque manière que ce soit un mobilier urbain, aménagement paysager, arbre, élément décoratif ou autre panneau installé par la Municipalité.

7.8.10 Arme blanche*

Le fait de se trouver dans un endroit public en ayant sur soi ou avec soi, sans excuse raisonnable, un couteau, une machette, un bâton ou une arme blanche. L'autodéfense ne constitue pas une excuse raisonnable.

7.8.11 Feu*

Le fait d'allumer ou de maintenir allumé un feu en plein air dans un endroit public sans avoir obtenu au préalable un permis en conformité avec la section 5.1 du *Règlement sur la prévention incendie numéro 211*.

7.8.12 Besoins naturels*

Le fait d'uriner ou de déféquer dans un endroit public, sauf aux endroits prévus à cette fin.

7.8.13 Indécence*

Le fait de montrer, d'exposer ou de laisser voir un objet indécent ou obscène, d'exposer sa personne de manière indécente ou obscène.

7.8.14 Jeu et activité dans la rue*

1. Le fait de participer à un jeu ou à une activité dans la rue, sauf dans les rues locales identifiées au moyen d'une signalisation à cet effet et qui sont énumérées à l'annexe 7.2 du présent règlement. Dans un tel cas, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - Le jeu libre dans la rue est autorisé entre 8 h et 20 h;
 - Les activités ne doivent pas nuire à la circulation des véhicules, cyclistes et piétons;
 - Les participants doivent être courtois avec les autres usagers de la voie publique;
 - Les participants doivent dégager la rue dès qu'ils ont cessé l'activité;
 - Les activités ne doivent pas nuire à la quiétude du voisinage.
2. La Municipalité, par son représentant qu'elle désigne par résolution, peut émettre un permis pour un événement spécifique dans la rue aux conditions suivantes :
 - Fournir le nom, le prénom, l'adresse et le numéro de téléphone d'un responsable pour la tenue de l'activité;
 - Garantir un accès en tout temps aux véhicules d'urgence;
 - Informer les résidents du secteur concerné;
 - Remettre la rue dans le même état qu'elle était avant la tenue de l'activité.

7.8.15 Bataille*

Le fait de se battre ou de se tirer dans un endroit public.

7.8.16 Projectiles*

Le fait de lancer des pierres, des bouteilles ou tout autre projectile dans un endroit public.

7.8.17 Activités*

Le fait d'organiser, diriger ou participer à une parade, une marche, une course ou une randonnée regroupant plus de 15 participants dans un endroit public sans avoir préalablement obtenu un permis de la Municipalité.

L'officier municipal peut émettre un permis pour un événement spécifique aux conditions suivantes :

1. Le demandeur aura préalablement présenté un plan détaillé de l'activité;
2. Le demandeur aura satisfait aux mesures de sécurité recommandées.

Sont exemptés d'obtenir un tel permis, les cortèges funèbres, les mariages et les événements à caractère provincial déjà assujettis à une autre loi.

7.8.18 Flânage*

Le fait de dormir, se loger, mendier ou flâner dans un endroit public ou une aire à caractère public.

7.8.19 Alcool, drogue*

Le fait de se trouver dans un endroit public sous l'effet de l'alcool ou de la drogue.

7.8.20 École*

Le fait de se trouver sur le terrain d'une école sans motif raisonnable du lundi au vendredi entre 7 h et 18 h durant la période scolaire.

7.8.21 Parc et terrain d'école*

Le fait de se trouver dans un parc ou sur un terrain d'une école sans motif raisonnable entre 23 h et 7 h.

7.8.22 Périmètre de sécurité*

Le fait de franchir ou de se trouver à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi par l'autorité compétente à l'aide d'une signalisation telle que ruban indicateur, barrière ou autres, à moins d'y être expressément autorisé.

7.8.23 Refus de quitter*

Le fait, pour toute personne, de refuser de quitter un endroit public, une aire à caractère public ou tout endroit où le public est généralement admis lorsqu'elle en est sommée par la personne qui en a la surveillance ou par une personne à l'emploi de la Municipalité ou par l'officier chargé de l'application.

7.8.24 Obstruction*

Le fait d'obstruer les passages ou entrées donnant accès à un immeuble ou à un endroit public de manière à embarrasser ou incommoder de quelque manière que ce soit les personnes qui doivent y passer.

7.8.25 Insulte et provocation*

Le fait de blasphémer, d'injurier, de provoquer par ses paroles ou ses gestes un officier chargé de l'application du présent règlement.

7.8.26 Stupéfiants*

Dans un endroit public ou une rue, le fait d'avoir en sa possession quelque objet, matériel ou équipement servant ou facilitant la consommation de stupéfiants au sens de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (L.C., 1996, c. 19) à savoir et ce, sans restreindre la généralité de ce qui précède, toute pipe à hash, bonbonne, balance portative et tout autre objet relié à la consommation de stupéfiants.

7.8.27 Assemblée publique*

Le fait de troubler, incommoder, interrompre ou nuire à toute assemblée publique, en faisant du bruit ou en ayant une conduite incommode ou dérangeante dans le lieu même de cette assemblée ou près de ce lieu.

7.8.28 Troubler la paix*

Le fait de troubler la paix et le bon ordre en criant, chantant, jurant ou blasphémant dans un endroit public.

7.8.29 Escalade*

Le fait d'escalader tout bâtiment, structure ou clôture dans les endroits publics à l'exception des modules de jeux.

7.9 ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET REFUS DE QUITTER*

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de pénétrer sur une propriété privée ou un endroit privé, sans l'autorisation expresse du propriétaire, de son représentant ou de l'occupant des lieux.

Constitue également une nuisance et est prohibé le fait qu'une personne refuse de quitter une propriété privée ou un endroit privé lorsqu'elle en est sommée par une personne qui y réside, qui en a la surveillance ou la responsabilité ou par un officier chargé de l'application.

7.10 EXCAVATION

Il est défendu à tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble de laisser à ciel ouvert une excavation, un puits ou un fossé inutilisé et il doit sans délai le combler et le niveler ou à défaut, le clôturer de façon sécuritaire.

7.11 APPELS INJUSTIFIÉS*

Il est interdit d'appeler la Municipalité, le Service de sécurité incendie, la Sûreté du Québec, de composer le 911 ou d'interpeller un représentant ou un employé de ceux-ci sans justification légitime et de façon répétitive.

7.12 CANNABIS

7.12.1 Interdiction de fumer du cannabis*

Il est interdit à toute personne de fumer du cannabis, sous quelque forme que ce soit, dans les endroits ci-après mentionnés :

1. Toutes les installations maintenues par un **établissement de santé ou de services sociaux**, incluant le terrain d'un tel établissement;
2. Toutes les installations mises à la disposition d'un **établissement d'enseignement**, incluant le terrain d'un tel établissement;
3. Toutes les installations d'un **centre de la petite enfance ou d'une garderie**, incluant le terrain d'un tel établissement, ainsi que les résidences privées où sont fournis les services de garde en milieu familial, aux heures où les enfants sont présents;
4. Tout endroit où se déroulent des **activités sociales** (activités sportives ou de loisirs, judiciaires, culturelles ou artistiques, colloques et congrès ou autres activités semblables);
5. Tout endroit où se déroulent des **activités communautaires ou de loisirs** destinées aux mineurs, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une résidence privée;
6. Tout endroit où se déroulent des **activités autres** où seules des personnes invitées ou autorisées expressément ou implicitement par l'hôte peuvent être présentes, qu'un droit d'entrée est exigé ou non et quel que soit le but de l'activité, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une résidence privée;
7. Tout endroit où se déroulent des **activités de groupe** et qui est utilisé par une personne morale sans but lucratif ou par une association, un cercle ou un club, constitué ou non en personne

morale, et auquel seuls les membres et leurs invités ont accès, sauf si cet endroit est situé à l'intérieur d'une résidence privée;

8. Toutes les **maisons de soins palliatifs** et tout endroit où l'on offre des **services de prévention, d'aide et de soutien** aux personnes en détresse ou démunies, y compris des services d'hébergement temporaire, sauf si ces services sont offerts dans une résidence privée;
9. Tous les **établissements d'hébergement touristique** visés par la Loi sur les établissements d'hébergement touristique;
10. Tous les **établissements de restauration** aménagés pour offrir au public, moyennant rémunération, des repas pour consommation sur place;
11. Tous les établissements où est exploité un **permis de bar** au sens de la Loi sur les permis d'alcool;
12. Toutes les **salles de bingo**, les casinos et les autres salles de jeux de hasard;
13. Tous les **milieux de travail**, à l'exception de ceux situés dans une résidence privée;
14. Tous les **lieux fermés** qui accueillent le public;
15. Toutes les **aires communes des immeubles d'habitation** comportant deux logements ou plus, que ces immeubles soient détenus en copropriété ou non;
16. Toutes les aires communes des **résidences privées pour aînés**;
17. Tous les **abris et les aires extérieures** utilisés pour l'attente d'un moyen de transport collectif;
18. Tous les **moyens de transport collectif**, les taxis et autres véhicules transportant deux personnes ou plus qui sont obligatoirement utilisés dans le cadre d'un travail;
19. Tout **véhicule automobile** à bord duquel se trouve un mineur de moins de 16 ans;
20. Tout terrain qui est la **propriété de la Municipalité**;
21. Toutes les **tentes, chapiteaux** et autres installations semblables montés de façon temporaire ou permanente et qui accueillent le public;
22. Toutes les **terrasses** et autres aires extérieures exploitées dans le cadre d'une activité commerciale et qui sont aménagées pour y permettre le repos, la détente ou la consommation de produits;

23. Toutes les **aires extérieures de jeu** destinées aux enfants et qui accueillent le public, y compris les aires de jeux d'eau, les pataugeoires et les planchodromes ainsi que dans un rayon de neuf mètres de toute partie du périmètre d'une telle aire. Cependant, si le rayon de neuf mètres ou une partie de ce rayon excède la limite du terrain sur lequel cette aire extérieure de jeu est située, l'interdiction de fumer s'applique uniquement jusqu'à cette limite;
24. Tous les **terrains sportifs et les terrains de jeux**, y compris les aires réservées aux spectateurs, qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public;
25. Tous les **terrains des camps de jour et des camps de vacances** de même que les **patinoires et les piscines extérieures** qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public;
26. Toutes les **pistes cyclables** et voies spécifiquement aménagées pour la circulation des cyclistes;
27. Tout lieu extérieur où se tient un **évènement public**;
28. Tout **stationnement** d'un terrain utilisé à des fins autres que résidentielles;
29. Tout **parc municipal, quai municipal ou aire de repos** aménagé sur un terrain municipal;
30. Dans un rayon de neuf mètres de toute station-service ou de tout lieu où sont stockées des **substances explosives ou inflammables**;
31. Dans un **rayon de neuf mètres** de toute porte, prise d'air ou fenêtre qui peut s'ouvrir d'un lieu visé aux paragraphes 1 à 14 du présent article. Cependant, si le rayon de neuf mètres ou une partie de ce rayon excède la limite du terrain sur lequel le lieu visé est situé, l'interdiction de fumer s'applique uniquement jusqu'à cette limite;
32. Tout autre lieu où il est interdit de fumer du cannabis en vertu d'une loi du Parlement du Québec ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi.

7.12.2 Bâtiment municipal*

Il est interdit à toute personne de consommer du cannabis à l'intérieur de tout bâtiment étant la propriété de la Municipalité.

7.12.3 Mégot de cannabis*

Il est interdit à toute personne de jeter un mégot de cannabis dans un endroit public.

7.13 TABAC

7.13.1 Interdiction de fumer du tabac*

Il est interdit à toute personne de fumer du tabac, sous quelque forme que ce soit, dans les endroits ci-après mentionnés :

1. Toutes les installations maintenues par un **établissement de santé ou de services sociaux**, incluant le terrain d'un tel établissement;
2. Toutes les installations mises à la disposition d'un **établissement d'enseignement**, incluant le terrain d'un tel établissement;
3. Toutes les installations d'un **centre de la petite enfance ou d'une garderie**, incluant le terrain d'un tel établissement, ainsi que les résidences privées où sont fournis les services de garde en milieu familial, aux heures où les enfants sont présents;
4. Tout endroit où se déroulent des **activités sociales** (activités sportives ou de loisirs, judiciaires, culturelles ou artistiques, colloques et congrès ou autres activités semblables);
5. Tout endroit où se déroulent des **activités communautaires ou de loisirs** destinées aux mineurs, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une résidence privée;
6. Tout endroit où se déroulent des **activités autres** où seules des personnes invitées ou autorisées expressément ou implicitement par l'hôte peuvent être présentes, qu'un droit d'entrée est exigé ou non et quel que soit le but de l'activité, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une résidence privée;
7. Tout endroit où se déroulent des **activités de groupe** et qui est utilisé par une personne morale sans but lucratif ou par une association, un cercle ou un club, constitué ou non en personne morale, et auquel seuls les membres et leurs invités ont accès, sauf si ces lieux sont situés à l'intérieur d'une résidence privée;
8. Tout endroit où l'on offre des **services de prévention, d'aide et de soutien** aux personnes en détresse ou démunies, y compris des services d'hébergement temporaire, sauf si ces services sont offerts dans une résidence privée;
9. Tous les **établissements d'hébergement touristique** visés par la Loi sur les établissements d'hébergement touristique;

10. Tous les **établissements de restauration** aménagés pour offrir au public, moyennant rémunération, des repas pour consommation sur place;
11. Tous les établissements où est exploité un **permis de bar** au sens de la Loi sur les permis d'alcool;
12. Toutes les **salles de bingo**, les casinos et les autres salles de jeux de hasard;
13. Tous les **milieux de travail**, à l'exception de ceux situés dans une résidence privée;
14. Tous les **lieux fermés** qui accueillent le public;
15. Toutes les **aires communes des immeubles d'habitation** comportant deux logements ou plus, que ces immeubles soient détenus en copropriété ou non;
16. Toutes les aires communes des **résidences privées pour aînés**;
17. Tous les **abris et les aires extérieures** utilisés pour l'attente d'un moyen de transport collectif;
18. Tous les **moyens de transport collectif**, les taxis et autres véhicules transportant deux personnes ou plus qui sont obligatoirement utilisés dans le cadre d'un travail;
19. Tout **véhicule automobile** à bord duquel se trouve un mineur de moins de 16 ans;
20. Toutes les **tentes, chapiteaux** et autres installations semblables montés de façon temporaire ou permanente et qui accueillent le public;
21. Toutes les **terrasses** et autres aires extérieures exploitées dans le cadre d'une activité commerciale et qui sont aménagées pour y permettre le repos, la détente ou la consommation de produits;
22. Toutes les **aires extérieures de jeu** destinées aux enfants et qui accueillent le public, y compris les aires de jeux d'eau, les pataugeoires et les planchodromes ainsi que dans un rayon de neuf mètres de toute partie du périmètre d'une telle aire. Cependant, si le rayon de neuf mètres ou une partie de ce rayon excède la limite du terrain sur lequel cette aire extérieure de jeu est située, l'interdiction de fumer s'applique uniquement jusqu'à cette limite;
23. Tous les **terrains sportifs et les terrains de jeux**, y compris les aires réservées aux spectateurs, qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public;
24. Tous les **terrains des camps de jour et des camps de vacances** de même que les **patinoires et les piscines extérieures** qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public;

25. Dans un **rayon de neuf mètres** de toute porte, prise d'air ou fenêtre qui peut s'ouvrir d'un lieu visé aux paragraphes 1 à 14 du présent article. Cependant, si le rayon de neuf mètres ou une partie de ce rayon excède la limite du terrain sur lequel le lieu visé est situé, l'interdiction de fumer s'applique uniquement jusqu'à cette limite;
26. Tout autre lieu où il est interdit de fumer du tabac en vertu d'une loi du Parlement du Québec ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi.

7.13.2 Vente de tabac à une personne mineure

1. Il est interdit à quiconque de vendre du tabac à une personne mineure;
2. Il est interdit à une personne majeure d'acheter du tabac pour une personne mineure.

7.13.3 Vente de tabac par un exploitant

1. Il est interdit à un exploitant d'un point de vente de tabac de donner du tabac à une personne mineure;
2. Il est interdit à un exploitant d'un point de vente de tabac de vendre à une personne majeure du tabac pour une personne mineure;
3. Il est interdit à un exploitant d'un point de vente de tabac de vendre des cigarettes autrement que dans un paquet contenant au moins 20 cigarettes.

ANNEXE 7.1

LISTE DES VÉGÉTAUX NUISIBLES | Article 7.6, paragraphe 2

- Berce du Caucase (*heracleum mantegazzianum*)
- Herbe à puce (*toxicodendron radicans*)
- Panais sauvage (*pastinaca sativa*)
- Herbe à poux en fleur (*ambrosia artémisiifolia*, *ambrosia trifida*)
- Renouée japonaise (*fallopia japonica*)
- Roseau commun (*phragmite australis*)
- Myriophylle en épis (*myriophyllum spicatum*)

ANNEXE 7.2

RUES SUR LESQUELLES LE JEU LIBRE EST AUTORISÉ

Article 7.8.14, paragraphe 1

Aucune rue spécifiée

8.1 INSPECTION

L'officier chargé de l'application du présent règlement est autorisé à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière ou immobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments ou édifices doit les recevoir, les laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement. Lors de sa visite, l'officier chargé de l'application du présent règlement peut être accompagné d'une personne dont il requiert l'assistance ou l'expertise pour l'aider à procéder aux vérifications requises.

Quiconque entrave de quelque façon le travail de l'officier chargé de l'application du présent règlement contrevient au présent règlement.

8.2 POURSUITES PÉNALES

Le conseil autorise l'officier chargé de l'application du présent règlement à entreprendre des poursuites pénales contre toute personne contrevenant à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement et autorise cette personne à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

8.3 PÉNALITÉS

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction. S'il contrevient à plus d'une disposition, il s'agit d'autant d'infractions séparées.

Toute première infraction au présent règlement rend le contrevenant passible de l'amende minimale prescrite aux articles suivants et dans certains cas, cette pénalité peut être majorée si une mention est indiquée à cet effet.

Lorsqu'une infraction dure plus d'un jour, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fractions de jour qu'elle a duré.

8.3.1 Système d'alarme

Quiconque contrevient à l'article 2.2 du chapitre 2 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 300 \$ et de 500 \$ pour chaque récidive.

Quiconque contrevient à l'article 2.5 du chapitre 2 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende conformément au tableau suivant :

Nombre de fausses alarmes dans une période de 24 mois	Personne physique ou morale	Amende
2 ^e fausse alarme	Personne physique	100 \$
	Personne morale	200 \$
3 ^e fausse alarme	Personne physique	150 \$
	Personne morale	300 \$
4 ^e fausse alarme et chacune des fausses alarmes additionnelles	Personne physique	200 \$
	Personne morale	400 \$

8.3.2 Animaux

Quiconque contrevient aux articles 3.1, 3.5, 3.7 et 3.13 du chapitre 3 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 100 \$ et de 200 \$ pour chaque récidive.

Quiconque contrevient aux articles 3.10, 3.11 et 3.12 du chapitre 3 présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 200 \$ et de 500 \$ pour chaque récidive.

8.3.3 Utilisation extérieure de l'eau en cas de pénurie

Quiconque contrevient à l'article 4.1 du chapitre 4 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 200 \$ et de 400 \$ pour chaque récidive.

8.3.4 Stationnement

Quiconque contrevient à une disposition du chapitre 5 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 50 \$.

8.3.5 Colportage

Quiconque contrevient à une disposition du chapitre 6 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 300 \$ et de 500 \$ pour chaque récidive.

8.3.6 Nuisances, paix et bon ordre

Quiconque contrevient aux articles 7.1, 7.2, 7.3, 7.4, 7.5, 7.6, 7.7, 7.8.1 à 7.8.13, 7.8.15 à 7.8.29, 7.9 et 7.10 du chapitre 7 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 100 \$ et de 200 \$ pour chaque récidive.

Quiconque contrevient à l'article 7.8.14 du chapitre 7 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 50 \$ et de 100 \$ pour chaque récidive.

Quiconque contrevient à l'article 7.11 du chapitre 7 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 300 \$ et de 500 \$ pour chaque récidive.

Quiconque contrevient aux articles 7.12, 7.13.1 et 7.13.2 du chapitre 7 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 250 \$ et de 500 \$ pour chaque récidive.

Quiconque contrevient à l'article 7.13.3 du chapitre 7 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 2 000 \$ et de 4 000 \$ pour chaque récidive.

8.3.7 Inspection

Quiconque contrevient à l'article 8.1 du chapitre 8 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 200 \$ et de 500 \$ pour chaque récidive.

8.4 REMPLACEMENT DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement remplace le Règlement uniformisé relatif à la sécurité et à la qualité de vie RMU-2016 ainsi que ses amendements respectifs.

8.5 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté à la municipalité de Saint-Alban, ce 10^e jour du mois de juin 2019.

Vincent Lévesque Dostie
Directeur général et secrétaire-trésorier

Deny Lépine
Maire

ANNEXE 8.1

TABLEAU SYNTHÈSE DES PÉNALITÉS | Article 8.3

ARTICLE DU RÈGLEMENT	AMENDE MINIMALE	AMENDE EN CAS DE RÉCIDIVE	
Chapitre 2 – Dispositions applicables aux systèmes d’alarme			
2.2	300 \$	500 \$	
2.5	Nombre de fausses alarmes dans une période de 24 mois	Personne physique ou morale	Amende
	2 ^e fausse alarme	Personne physique	100 \$
		Personne morale	200 \$
	3 ^e fausse alarme	Personne physique	150 \$
		Personne morale	300 \$
	4 ^e fausse alarme et chacune des fausses alarmes additionnelles	Personne physique	200 \$
Personne morale		400 \$	
Chapitre 3 – Dispositions relatives aux animaux			
3.1, 3.5, 3.7 et 3.13	100 \$	200 \$	
3.10, 3.11 et 3.12	200 \$	500 \$	
Chapitre 4 – Utilisation extérieure de l’eau en cas de pénurie			
4.1	200 \$	400 \$	
Chapitre 5 – Dispositions relatives au stationnement			
Tous les articles	50 \$	50 \$	
Chapitre 6 – Dispositions applicables au colportage			
Tous les articles	300 \$	500 \$	
Chapitre 7 – Nuisances, paix et bon ordre			
7.8.14	50 \$	100 \$	
7.11	300 \$	500 \$	
7.12 , 7.13.1 et 7.13.2	250 \$	500 \$	
7.13.3	2 000 \$	4 000 \$	
Tous les autres articles	200 \$	500 \$	

Chapitre 8 – Dispositions administratives		
8.1	200 \$	500 \$

ANNEXE 8.2

LIBELLÉS D'INFRACTION | Chapitre 2 – Dispositions applicables aux systèmes d'alarme

Article	Amende minimale																		
<p>Article 2.2 <i>Étant l'utilisateur d'un système d'alarme qui a laissé émettre un signal sonore pendant plus de 20 minutes.</i></p>	300 \$																		
<p>Article 2.5 <i>Étant l'utilisateur d'un système d'alarme intrusion qui se déclenche inutilement plus d'une fois au cours d'une période consécutive de 24 mois pour cause de défectuosité, de mauvais fonctionnement ou dû à une erreur humaine.</i></p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">Nombre de fausses alarmes dans une période de 24 mois</th> <th style="text-align: center;">Personne physique ou morale</th> <th style="text-align: center;">Amende</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="2" style="text-align: center;">2^e fausse alarme</td> <td style="text-align: center;">Personne physique</td> <td style="text-align: center;">100 \$</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Personne morale</td> <td style="text-align: center;">200 \$</td> </tr> <tr> <td rowspan="2" style="text-align: center;">3^e fausse alarme</td> <td style="text-align: center;">Personne physique</td> <td style="text-align: center;">150 \$</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Personne morale</td> <td style="text-align: center;">300 \$</td> </tr> <tr> <td rowspan="2" style="text-align: center;">4^e fausse alarme et chacune des fausses alarmes additionnelles</td> <td style="text-align: center;">Personne physique</td> <td style="text-align: center;">200 \$</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Personne morale</td> <td style="text-align: center;">400 \$</td> </tr> </tbody> </table>	Nombre de fausses alarmes dans une période de 24 mois	Personne physique ou morale	Amende	2 ^e fausse alarme	Personne physique	100 \$	Personne morale	200 \$	3 ^e fausse alarme	Personne physique	150 \$	Personne morale	300 \$	4 ^e fausse alarme et chacune des fausses alarmes additionnelles	Personne physique	200 \$	Personne morale	400 \$	Voir tableau
Nombre de fausses alarmes dans une période de 24 mois	Personne physique ou morale	Amende																	
2 ^e fausse alarme	Personne physique	100 \$																	
	Personne morale	200 \$																	
3 ^e fausse alarme	Personne physique	150 \$																	
	Personne morale	300 \$																	
4 ^e fausse alarme et chacune des fausses alarmes additionnelles	Personne physique	200 \$																	
	Personne morale	400 \$																	

Note : Lorsqu'un astérisque apparaît vis-à-vis un article du règlement, cela signifie qu'un libellé d'infraction est rédigé pour ledit article.

ANNEXE 8.2

LIBELLÉS D'INFRACTION | Chapitre 3 – Dispositions relatives aux animaux

Article	Amende minimale
Article 3.10.1, paragraphe 1 <i>Étant le gardien d'un chien qui attaque ou mord une personne ou un autre animal.</i>	200 \$
Article 3.10.1, paragraphe 3 <i>Étant le gardien d'un chien qui aboie ou émet des sons de façon à troubler la tranquillité des personnes qui se trouvent dans le voisinage.</i>	200 \$
Article 3.10.1, paragraphe 4 <i>Étant le gardien d'un chien qui se trouve sur un terrain privé sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain.</i>	200 \$
Article 3.10.1, paragraphe 5 <i>Étant le gardien d'un chien qui se trouve dans une aire de jeux.</i>	200 \$
Article 3.10.1, paragraphe 6 <i>Étant le gardien d'un chien qui est errant.</i>	200 \$
Article 3.10.1, paragraphe 7 <i>Étant le gardien d'un chien qui a un comportement méchant ou dangereux ou qui est entraîné pour attaquer.</i>	200 \$
Article 3.10.2 <i>Étant le gardien d'un chien, n'a pas tenu son chien avec une laisse d'une longueur maximale de 2 mètres alors qu'il se trouve à l'extérieur des limites de sa propriété.</i>	200 \$
Article 3.10.4 <i>Étant le gardien d'un chien, l'a laissé sans surveillance dans un endroit public ou sur une propriété privée autre que celle de son gardien.</i>	200 \$
Article 3.10.5 <i>Étant le gardien d'un chien qui a mordu une personne et qui n'a pas averti le service de police le plus tôt possible.</i>	200 \$

Note : Lorsqu'un astérisque apparaît vis-à-vis un article du règlement, cela signifie qu'un libellé d'infraction est rédigé pour ledit article.

ANNEXE 8.2

LIBELLÉS D'INFRACTION | Chapitre 4 – Utilisation extérieure de l'eau en cas de pénurie

Article	Amende minimale
Article 4.1 <i>A utilisé l'eau potable à des fins interdites lorsqu'une période de pénurie a été décrétée.</i>	200 \$

Note : Lorsqu'un astérisque apparaît vis-à-vis un article du règlement, cela signifie qu'un libellé d'infraction est rédigé pour ledit article.

ANNEXE 8.2

LIBELLÉS D'INFRACTION | Chapitre 5 – Dispositions relatives au stationnement

Article	Amende
Article 5.3, paragraphe 1 <i>A stationné un véhicule sur un chemin public à un endroit où la signalisation indique une interdiction (voir annexe 5.1).</i>	50 \$
Article 5.3, paragraphe 2 <i>A stationné un véhicule à l'intérieur d'une bande cyclable entre le 15 avril et le 1^{er} novembre de chaque année (voir annexe 5.1).</i>	50 \$
Article 5.4 <i>A stationné un véhicule sur un chemin public au-delà de la période autorisée par une signalisation ou un parcomètre (voir annexe 5.2).</i>	50 \$
Article 5.5 <i>A stationné un véhicule sur un chemin public entre 23 h et 7 h du 15 novembre au 1^{er} avril inclusivement, là où il n'y a pas d'autorisation particulière (voir annexe 5.3).</i>	50 \$
Article 5.6 <i>A stationné un véhicule contrairement à la signalisation installée temporairement par la Municipalité pour l'entretien, la réparation, le nettoyage des rues et des stationnements de son territoire.</i>	50 \$
Article 5.7 <i>A stationné sur un chemin public ou un stationnement public une remorque, une roulotte ou tout autre véhicule non motorisé que l'on déplace habituellement à l'aide d'un véhicule.</i>	50 \$
Article 5.9 <i>A stationné sur un chemin public ou un stationnement de la Municipalité un véhicule routier afin d'y procéder à sa réparation ou à son entretien.</i>	50 \$
Article 5.10	

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA
SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**
Chapitre 8 – Dispositions administratives et finales

Article	Amende
<i>Ne s'est pas conformé à la signalisation concernant le stationnement sur un chemin ou un terrain privé ouvert à la circulation publique des véhicules routiers (voir annexe 5.4).</i>	50 \$
Article 5.12 <i>A stationné ou immobilisé son véhicule dans un espace réservé aux personnes à mobilité restreinte sans être muni d'une vignette accrochée au rétroviseur du véhicule.</i>	50 \$
Article 5.13 <i>A stationné un véhicule routier plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour laisser monter ou descendre des passagers ou pour charger ou décharger la livraison de matériaux dans une zone de débarcadère (voir annexe 5.5).</i>	50 \$
Article 5.14 <i>A immobilisé un véhicule routier dans un espace de stationnement spécialement aménagé pour les bicyclettes entre le 15 avril et le 1^{er} novembre de chaque année (voir annexe 5.6).</i>	50 \$

Note : Lorsqu'un astérisque apparaît vis-à-vis un article du règlement, cela signifie qu'un libellé d'infraction est rédigé pour ledit article.

ANNEXE 8.2

LIBELLÉS D'INFRACTION | Chapitre 6 – Dispositions applicables au colportage

Article	Amende minimale
Article 6.1 <i>A colporté ou fait colporter sur le territoire de la municipalité sans être visé par les cas d'exception prévus au règlement.</i>	300 \$
Article 6.4 <i>A colporté entre 19 h et 10 h.</i>	300 \$

Note : Lorsqu'un astérisque apparaît vis-à-vis un article du règlement, cela signifie qu'un libellé d'infraction est rédigé pour ledit article.

ANNEXE 8.2

LIBELLÉS D'INFRACTION | Chapitre 7 – Nuisances, paix et bon ordre

Article	Amende minimale
Article 7.1.1 <i>A fait, provoqué, toléré ou incité à faire du bruit susceptible de troubler le bien-être des citoyens ou à empêcher l'usage de la propriété dans le voisinage.</i>	200 \$
Article 7.1.2 <i>A utilisé abusivement ou inutilement un avertisseur sonore ou sirène d'un véhicule de nature à troubler la tranquillité du voisinage.</i>	200 \$
Article 7.1.3 <i>A fait ou a laissé faire un bruit excessif ou insolite de nature à troubler le bien-être du voisinage provenant de son industrie, commerce, métier ou occupation quelconque.</i>	200 \$
Article 7.1.4 <i>A laissé émettre un bruit ou une musique de façon à incommoder le voisinage lors de la présentation de spectacles à l'intérieur ou à l'extérieur d'un immeuble.</i>	200 \$
Article 7.1.5 <i>Étant propriétaire ou responsable d'une terrasse commerciale, a permis ou toléré, entre 23 h et 7 h, tout bruit qui est de nature à troubler le bien-être du voisinage.</i>	200 \$
Article 7.1.6 <i>A troublé le bien-être du voisinage par toute chose faisant du bruit, que ce soit dans une rue, une place publique ou à l'intérieur ou à l'extérieur d'un immeuble.</i>	200 \$
Article 7.1.7 <i>A projeté à l'extérieur d'un bâtiment ou d'un véhicule vers une rue, un parc, une place publique, des sons avec un haut-parleur afin de solliciter le public.</i>	200 \$
Article 7.1.8 <i>A utilisé, entre 21 h et 7 h, une tondeuse à gazon, une scie à chaîne, une débroussailleuse ou un coupe-herbe.</i>	200 \$
Article 7.1.9 <i>A exécuté ou fait exécuter, entre 21 h et 7 h, des travaux de construction, de reconstruction, de démolition ou de réparation (incluant les véhicules moteurs) ainsi que toute autre activité qui causent du bruit de nature à troubler le bien-être du voisinage.</i>	200 \$
Article 7.1.10 <i>A causé un bruit de nature à troubler le bien-être du voisinage en entretenant tout véhicule ou machinerie motorisé ou en démarrant à des régimes excessifs.</i>	200 \$
Article 7.1.11 <i>Étant conducteur, a participé à un rassemblement de véhicules causant un bruit de nature à troubler la tranquillité du voisinage.</i>	200 \$
Article 7.2 <i>A fait usage ou a permis de faire usage de pièces pyrotechniques, de pétards ou de feux</i>	200 \$

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA
SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**
Chapitre 8 – Dispositions administratives et finales

Article	Amende minimale
<i>d'artifices sans avoir obtenu au préalable un permis en conformité avec la section 5.2 du Règlement sur la prévention incendie numéro 211.</i>	
Article 7.3, paragraphe 1 <i>A fait usage d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé, d'un arc ou d'une arbalète dans le périmètre d'urbanisation.</i>	200 \$
Article 7.3, paragraphe 2 <i>A fait usage d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé, d'un arc ou d'une arbalète à moins de 150 mètres de toute maison, bâtiment ou édifice.</i>	200 \$
Article 7.3, paragraphe 3 <i>A dirigé son tir dans le périmètre d'urbanisation ou à l'intérieur d'un rayon de moins de 150 mètres de toute maison, bâtiment ou édifice.</i>	200 \$
Article 7.4 <i>A projeté une lumière en dehors du terrain d'où elle provient pouvant causer un danger, troubler le bien-être des citoyens ou empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.</i>	200 \$
Article 7.5 <i>A allumé ou maintenu allumé un feu en plein air sans avoir préalablement obtenu un permis en conformité avec la section 5.1 du Règlement sur la prévention incendie numéro 211.</i>	200 \$
<i>A produit ou toléré toute émission d'étincelles ou de fumée dense de nature à troubler la paix, le bien-être, le confort ou la tranquillité du voisinage.</i>	200 \$
<i>A fait brûler des déchets ou des matières résiduelles.</i>	
Article 7.7.3, paragraphe 3 <i>Étant propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble, y a laissé un véhicule accidenté ou hors d'état de fonctionnement, sauf s'il s'agit d'un usage autorisé en vertu de la réglementation d'urbanisme.</i>	200 \$
Article 7.7.4 <i>Étant propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble, s'y est livré à des activités qui produisent des émanations de poussière ou des odeurs de nature à troubler le bien-être du voisinage.</i>	200 \$
Article 7.8.1 <i>A jeté, déposé ou permis que soient déposés des rebuts et autres matières nuisibles dans les fossés, rues, trottoirs, cours d'eau, places ou parcs publics ou a circulé avec un véhicule laissant s'échapper de telles matières.</i>	200 \$
Article 7.8.2 <i>A détérioré, abîmé ou sali les aires gazonnées, le pavage, le trottoir, la chaîne de rue ou leur revêtement.</i>	200 \$
Article 7.8.7	

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA
SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**
Chapitre 8 – Dispositions administratives et finales

Article	Amende minimale
<i>A consommé des boissons alcoolisées ou a en sa possession un contenant de boisson alcoolisée dont l'ouverture n'est pas scellée dans un endroit public.</i>	200 \$
Article 7.8.8 <i>A dessiné, peinturé ou autrement marqué les biens de propriété publique.</i>	200 \$
Article 7.8.9 <i>A endommagé un mobilier urbain, un aménagement paysager, un arbre, un élément décoratif ou autre panneau installé par la Municipalité.</i>	200 \$
Article 7.8.10 <i>S'est trouvé dans un endroit public en ayant sur soi ou avec soi un couteau, une machette, un bâton ou une arme blanche.</i>	200 \$
Article 7.8.11 <i>A allumé ou maintenu allumé un feu en plein air dans un endroit public sans avoir obtenu au préalable un permis en conformité avec la section 5.1 du Règlement sur la prévention incendie numéro 211.</i>	200 \$
Article 7.8.12 <i>A uriné ou déféqué dans un endroit public qui n'est pas prévu à cette fin.</i>	200 \$
Article 7.8.13 <i>A montré, exposé ou laissé voir un objet indécent ou obscène, a exposé sa personne de manière indécente ou obscène.</i>	200 \$
Article 7.8.14 <i>A participé à un jeu ou à une activité dans une rue qui ne permet pas au moyen d'une signalisation le jeu dans la rue.</i> <i>A tenu un évènement dans la rue sans permis.</i>	50 \$
Article 7.8.15 <i>S'est battu ou s'est tirailé dans un endroit public.</i>	200 \$
Article 7.8.16 <i>A lancé des pierres, des bouteilles ou tout autre projectile dans un endroit public.</i>	200 \$
Article 7.8.17 <i>A organisé, dirigé ou participé à une parade, une marche, une course ou une randonnée regroupant plus de 15 participants dans un endroit public sans avoir préalablement obtenu un permis.</i>	200 \$
Article 7.8.18 <i>A dormi, s'est logé, a mendié ou a flâné dans un endroit public ou une aire à caractère public.</i>	200 \$
Article 7.8.19 <i>S'est retrouvé dans un endroit public sous l'effet de l'alcool ou de la drogue.</i>	200 \$
Article 7.8.20 <i>S'est retrouvé sur le terrain d'une école sans motif raisonnable du lundi au vendredi entre 7 h et 18 h durant la période scolaire.</i>	200 \$

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA
SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**
Chapitre 8 – Dispositions administratives et finales

Article	Amende minimale
Article 7.8.21 <i>S'est retrouvé dans un parc ou sur un terrain d'une école sans motif raisonnable entre 23 h et 7 h.</i>	200 \$
Article 7.8.22 <i>A franchi ou s'est retrouvé à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi par l'autorité compétente à l'aide d'une signalisation telle que ruban indicateur ou autre.</i>	200 \$
Article 7.8.23 <i>A refusé de quitter un endroit public, une aire à caractère public ou tout endroit où le public est généralement admis lorsqu'il en a été sommé.</i>	200 \$
Article 7.8.24 <i>A obstrué les passages ou entrées donnant accès à un immeuble ou à un endroit public de manière à embarrasser ou incommoder les personnes qui doivent y passer.</i>	200 \$
Article 7.8.25 <i>A blasphémé, injurié, provoqué par ses paroles ou ses gestes un officier chargé de l'application du présent règlement.</i>	200 \$
Article 7.8.26 <i>S'est trouvé dans un endroit public ou une rue en ayant en sa possession quelque objet, matériel ou équipement servant ou facilitant la consommation de stupéfiants.</i>	200 \$
Article 7.8.27 <i>A troublé, incommodé, interrompu ou nui à une assemblée publique, en faisant du bruit ou en ayant une conduite incommode ou dérangeante dans le lieu même de cette assemblée ou près de ce lieu.</i>	200 \$
Article 7.8.28 <i>A troublé la paix et le bon ordre en criant, chantant, jurant ou blasphémant dans un endroit public.</i>	200 \$
Article 7.8.29 <i>A escaladé un bâtiment, une structure ou une clôture dans un endroit public.</i>	200 \$
Article 7.9 <i>A pénétré sur une propriété privée ou un endroit privé, sans l'autorisation expresse du propriétaire, de son représentant ou de l'occupant des lieux.</i> <i>A refusé de quitter un endroit privé lorsque sommé par une personne qui y réside, qui en a la surveillance ou la responsabilité ou par un officier chargé de l'application.</i>	200 \$
Article 7.11 <i>A appelé la Municipalité, le Service de sécurité incendie, la Sûreté du Québec, a composé le 911 ou interpellé un représentant ou un employé de ceux-ci sans justification légitime et de façon répétitive.</i>	300 \$
Article 7.12.1 <i>A fumé du cannabis sous quelque forme que ce soit _____ (spécifier l'endroit).</i>	250 \$

**RÈGLEMENT UNIFORMISÉ RELATIF À LA
SÉCURITÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE**
Chapitre 8 – Dispositions administratives et finales

Article	Amende minimale
Article 7.12.2 <i>A consommé du cannabis à l'intérieur d'un bâtiment étant la propriété de la Municipalité.</i>	250 \$
Article 7.12.3 <i>A jeté un mégot de cannabis dans un endroit public.</i>	250 \$
Article 7.13.1 <i>A fumé du tabac sous quelque forme que ce soit _____ (spécifier l'endroit).</i>	250 \$

Note : Lorsqu'un astérisque apparaît vis-à-vis un article du règlement, cela signifie qu'un libellé d'infraction est rédigé pour ledit article.